

Bonnes feuilles : « L'Europe : changer ou périr »

Nicole Gnesotto Professeure émérite du Cnam, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors, Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

Publié le 26 janvier 2022 – Mis à jour le 26 janvier 2022

Dans son dernier ouvrage, « L'Europe : changer ou périr », qui vient de paraître aux éditions Tallandier avec une préface de Jacques Delors, et dont nous vous proposons ici de découvrir l'introduction, Nicole Gnesotto, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors et professeure émérite du Cnam, dresse le constat de la fragilité d'une Union européenne dont le salut ne viendra que d'une profonde transformation. Retrouvez Nicole Gnesotto, en compagnie de Florent Parmentier (Sciences Po), de la journaliste Frédérique Lebel et du chef de la rubrique International de The Conversation France Grégory Rayko dans le podcast de l'émission Carrefour de l'Europe sur RFI.



©pixabay

« On ne fait rien de sérieux si on se soumet aux chimères. Mais que faire de grand sans elles ? »

Trop de crises s'abattent sur l'Europe depuis trop longtemps : économique, sociale, stratégique, démocratique, sanitaire, tandis que la géopolitique mondiale se métamorphose à grande vitesse, que l'intelligence artificielle nous impose un monde inconnu, et que la menace climatique guette à l'horizon. L'Union européenne s'adapte, parfois dans la douleur des populations, elle résiste, elle innove aussi dans la défense du marché unique et de l'euro, mais elle ne parvient pas à dessiner une stratégie globale qui la différencie d'autres acteurs et ressuscite l'adhésion et la confiance des citoyens. Beaucoup d'États membres ne souhaitent d'ailleurs pas qu'elle se distingue.

Dans ce renoncement réside sans doute le risque majeur pour l'avenir de l'Europe. Le dilemme est en effet limpide : soit les Européens choisissent de se diluer dans le camp occidental, afin d'affronter avec les États-Unis les défis majeurs de notre époque, dont la montée en puissance de la force et du modèle chinois. Soit ils inventent une seconde option : construire les éléments d'une Europe souveraine, évidemment membre loyale du camp occidental, mais capable, si besoin est, de défendre seule ses intérêts, sa culture, son modèle de croissance et de société. Ce livre montre que cette ambition d'une Europe plus politique est la seule capable de perpétuer l'aventure européenne commencée il y a plus de soixante-dix ans. Mais à condition de changer les moules : celui de l'Europe comme celui de la puissance.

La crise sanitaire du Covid-19 restera dans l'histoire comme la première vraie crise mondialisée : pendant deux mois du printemps 2020, 7,5 milliards d'humains dans 192 pays ont parlé et souffert de la même épreuve, les écrans et la « visio » ont remplacé les déambulations dans le monde réel, tous les médias ont publié des unes pratiquement identiques et oublié les autres atrocités du monde, la mondialisation de l'économie s'est contractée à plus de 80 %, l'inquiétude et l'incertitude sont devenues les ingrédients d'une sidération planétaire : un moment de parfaite communion universelle, remarquable si elle n'était aussi tragique. Après cette sorte de « trou noir » dans la normalité de la vie, le cours des événements et des victoires contre la pandémie a ensuite divergé, la Chine sortant de la crise avant les autres, et l'histoire reprenant ses droits. Mais le monde a eu chaud. Il s'est interrogé. L'Europe aussi, plus légèrement.

C'est d'abord la mondialisation qui subit les effets du virus, du moins à la marge. Nul ne songe en effet à l'abandonner pour on ne sait quelle économie alternative, protectionniste ou planifiée. Le Covid-19 a néanmoins mis en lumière les lacunes les plus dangereuses du monde. « C'est un vice en tout que l'excès », disait Sénèque. Or au fil des décennies, la mondialisation a connu des distorsions qui en ont perverti le sens et le bon sens. La plus évidente concerne l'ampleur de l'interdépendance : parce que le commerce était la valeur suprême, tout pouvait se produire et s'échanger partout, du moment que la baisse des prix et la croissance des entreprises suivaient.

La Chine en fut la première bénéficiaire : il y a vingt ans, elle comptait pour 4 % dans le commerce des biens manufacturiers. Elle atteint désormais 20 %. C'est cette concentration dans l'« usine du monde », positive dans la mesure où elle a fait baisser considérablement le prix de milliers de produits, qui crée in fine un risque géopolitique. La Chine n'est pas, en effet, une démocratie libérale, et les bénéfices qu'elle tire du commerce mondial ne sont pas seulement commerciaux : ils renforcent la puissance relative de Pékin sur la scène internationale, ils lui donnent des leviers éventuels de pression dans la rivalité avec l'Occident.

La mondialisation n'a jamais empêché la lutte idéologique entre les démocraties et les régimes autoritaires, pas plus qu'elle n'a éteint les ambitions de puissance des États. N'en déplaise aux intégristes du marché, l'interdépendance n'est pas le sésame d'une entente universelle. C'est aussi un processus à risques. La pandémie de Covid-19 a servi de révélateur planétaire : nos Doliprane dépendaient de sources pharmaceutiques chinoises. Très vite, pour tenter de contrer ces défis, la communauté occidentale s'est donc interrogée sur la mise en œuvre de nouveaux concepts : accroître la régionalisation, diversifier les sources de production, relocaliser peut-être les produits les plus stratégiques.

Ces correctifs nécessaires pour reprendre le cours d'une mondialisation normale ont séduit beaucoup d'acteurs et de responsables de l'Union. Ils ont d'ailleurs donné à la notion de souveraineté européenne une légitimité nouvelle : est-il acceptable, en effet, que la santé des citoyens repose in fine, pour certains médicaments, dans les mains de la Chine ? Est-il souhaitable que les géants du numérique, américains et chinois, contrôlent les interactions entre Européens ?

Toutefois, l'analyse critique de la mondialisation n'est pas allée au-delà. La question des inégalités notamment, entre les pays comme à l'intérieur des États, n'intéresse pas vraiment. Que « la fortune des 1 % les plus riches de la planète correspond à plus de deux fois celle de 90 % de la population », ou qu'une poignée de « 2 000 milliardaires possèdent plus de biens que 60 % de la population mondiale » ne semble pas inquiéter outre mesure. Or, c'est bien cette répartition inégale de la richesse mondiale qui nourrit la véritable fragilité du système libéral et de la démocratie.

Dans les pays pauvres, la mondialisation est une bénédiction car elle profite à tout le monde. Mais dans les pays industrialisés, elle enrichit les riches. Une grande partie des classes moyennes, aux États-Unis comme en Europe, trouve dans ce déséquilibre, qui les affecte directement, des ferments de colère et de révolte.

Pour certains, c'est même une raison suffisante pour se laisser séduire par les idéologies populistes, anti-européennes, xénophobes, complotistes qui prolifèrent en temps de crise. Parmi toutes les réformes nécessaires que l'Union européenne va adopter pour surmonter la crise pandémique, la définition d'une politique ancrée sur la réduction des inégalités sociales devrait faire partie du top 5 des priorités. Or ce n'est pas le cas.

Margrethe Vestager, commissaire à la concurrence et vice-présidente de la Commission, [propose](#) un autre modèle : « Nous avons l'ambition, non pas de reconstruire le monde d'avant, mais de le renouveler, notamment par le numérique et la transition écologique ».

Certes. Investir dans le numérique, l'intelligence artificielle, les technologies vertes, la fabrication de champions européens et la croissance collective, tout cela est très bien et nécessaire : l'Union se prépare au monde de demain. Mais l'Europe ne fera jamais la différence sur ces enjeux. Elle ne marquera pas le monde de son empreinte ni sur la 5G, ni sur l'intelligence artificielle, ni sur la rigueur de son marché.

C'est le social qui fera la différence. Ni les États-Unis, ni la Chine, ni la Russie, ni la Corée du Sud, etc. ne s'alarment en effet des inégalités qui les accablent. Si l'Union doit avoir un rôle positif dans le monde, si elle souhaite retrouver l'aura d'un modèle de développement et de politique différent, alors c'est sur le traitement de l'injustice sociale qu'elle remportera ses galons.

Derrière la mondialisation pointe un second débat, la mère sans doute de toutes les interrogations : le système libéral, qui a porté l'extraordinaire puissance de l'Occident depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, serait-il en danger ? Il y a cinq ans, lorsque les Britanniques votèrent en faveur du Brexit et que les Américains élurent Donald Trump, un premier doute avait surgi. Les Anglo-saxons perdaient-ils la tête ou étaient-ils à l'avant-garde d'une nouvelle organisation du monde ? Donald Trump laissait bouche bée des Européens qui voyaient l'Amérique détruire systématiquement les fondements d'un système international qu'elle avait elle-même créé à son profit : le multilatéralisme, le libre-échange, la défense des valeurs démocratiques et les droits de l'homme.

On vit alors des alliances curieuses passées entre l'Europe et la Chine pour défendre le multilatéralisme que Trump dénonçait avec une brutalité toute personnelle. Ces deux étranges partenaires, européen et chinois, se retrouvèrent également victimes du protectionnisme que les États-Unis imposaient à coups de sanctions commerciales délirantes. Leur accord prit fin dès lors qu'il s'est agi de défendre les vertus de la démocratie libérale : la Chine n'a aucune intention, en effet, d'assortir sa ferveur capitaliste d'une remise en cause de son système communiste.

C'est justement cette collusion entre des régimes autoritaires puissants – Chine, Russie, Inde et Turquie dans une moindre mesure – et une mondialisation économique de moins en moins fair-play qui inquiète. Vladimir Poutine enfonça le clou dans une [interview](#) donnée au *Financial Times* :

«
« L'idée libérale est devenue obsolète, elle contredit les intérêts d'une majorité de la population. Les libéraux ne peuvent pas dicter tout à tous, comme ils ont tenté de le faire lors de ces dernières décennies. »

»

Après quatre années d'attaques en règle, par les États-Unis, d'une mondialisation qui ne profiterait plus à l'Amérique, la pandémie de Covid déferla sur le monde, fermant les frontières, rompant les chaînes d'approvisionnement. Plus d'avions, plus de commerce, plus de croissance : aurait-elle sonné le glas de l'économie libérale ? Quand il apparut aussi que la Chine s'en sortait plus rapidement et plus radicalement que les Européens, les doutes s'ajoutèrent sur l'efficacité des démocraties comparée à celle des dictatures. Et quand la Chine signa, en novembre 2020, un accord massif, inouï, avec quatorze autres pays de la région, créant ainsi la plus grande zone de libre-échange du monde, l'ordre libéral vacilla de plus belle.

Était-on en train d'inverser les rôles : du protectionnisme en Occident, voulu ou contraint par le Covid, et des opinions publiques de plus en plus réticentes envers une mondialisation sans contrôle ; de l'ultralibéralisme en Asie, avec des opinions bâillonnées mais une croissance à faire pâlir les Occidentaux eux-mêmes ? Le modèle libéral passait-il en d'autres mains, asiatiques et autoritaires ?

Si l'on assimile le libre-échange au libéralisme, sans doute avons-nous de quoi nous inquiéter. Mais le libre-échange n'est que l'aspect commercial de l'ordre libéral. Depuis son invention au XVIII^e siècle, le libéralisme suppose en effet autant la liberté des acteurs économiques que celle des acteurs politiques. Autrement dit, le libre-échange et la démocratie.

Que l'Asie marque des points sur le commerce mondial ne fait donc pas d'elle une championne du libéralisme. Ce sont les démocraties occidentales, et particulièrement l'Union européenne, qui peuvent concilier ces deux priorités. La Chine reste un pays adepte d'un capitalisme brutal et d'un communisme qui l'est encore plus : rien à voir avec le libéralisme que nous chérissons et incarnons en Europe, depuis 1945. En revanche, c'est la remise en cause de la démocratie dans les vieux pays occidentaux, à commencer en Amérique sous Trump, et en Europe avec les mouvements populistes et la dissidence antidémocratique de certains États de l'Est, qui représente un risque mortel pour l'ordre libéral.

Ira-t-on un jour vers un modèle libéral-autoritaire sur notre continent ? Cette hypothèse aurait été jugée complètement folle il y a dix ans. Elle ne peut plus l'être. Dans ce bouillonnement de remise en cause, l'Europe n'est pas restée inerte. Elle aussi s'est interrogée, bien que plus modestement. Un moment de panique bouleversa les responsables européens au tout début de l'épidémie : l'Italie allait-elle vouloir quitter une Union qui ne lui venait pas en aide ? La France et l'Allemagne allaient-elles entraîner une explosion de l'Europe si leurs divergences massives sur le plan de relance n'étaient pas surmontées ?

Mais le bord du gouffre ne fut pas franchi. Les décisions prises en juillet 2020, en particulier l'adoption du [plan de relance de 750 milliards d'euros](#), permirent finalement de maintenir l'Union solidaire, et le couple franco-allemand retrouva l'unisson. L'Europe s'adapta, proposa, prit des mesures spectaculaires et finit par suspendre toutes les règles et les politiques d'austérité qu'elle présentait naguère comme intouchables : on dépensa « quoi qu'il en coûte », on ferma les frontières, on redistribua allègrement des milliards d'euros que toutes les rhétoriques sur une Europe sociale n'avaient jamais pu rassembler.

L'ambition d'une souveraineté européenne, si chère à la France, trouva même son public : contre les dépendances pharmaceutiques ou autres, contre les défis géopolitiques du commerce avec la Chine, contre les concurrences et les innovations technologiques en ébullition, les Européens prirent conscience à la fois de leur naïveté et de leur nécessaire résistance. Toutefois, ces multiples interrogations n'allèrent pas jusqu'à une remise en cause des fondements de l'Union elle-même. Certes, on décida de corser une Europe de la santé jusqu'alors minimale, on sauta le pas vers un début de mutualisation des dettes révolutionnaire, la Commission proposa la création d'un salaire minimum, une réforme des politiques d'asile, on inventa même un début de conditionnalité politique contre les États rebelles à l'état de droit, Pologne et Hongrie notamment, mais toujours avec les mêmes principes et les mêmes priorités.

L'alliance avec les États-Unis allait d'une part nous sauver de toutes les nouveautés de la géopolitique dans une mondialisation en crise. Le modèle européen, d'autre part, devait être conforté sur ses bases : le marché, la concurrence, la croissance, avec l'espoir d'une restauration la plus rapide possible de l'Europe d'avant. Une Europe certes plus verte, plus résiliente, plus digitale, plus atlantique, mais finalement identique.

Changer les modèles

C'est ce culte de la continuité des modèles (atlantique et européen) qu'il convient de remettre en question. Une Europe souveraine et puissante dans le chaos mondial, celle qui pourra défendre ses intérêts et tenter d'infléchir la mondialisation selon ses valeurs, cette Europe n'émergera jamais des modèles mis en place il y a plus de soixante-dix ans. Le format originel de l'Europe était en effet parfaitement adapté au monde des années 1950 et à la guerre froide qui s'installait : l'Europe détruite était forcément dépendante des États-Unis pour sa défense et la reconstruction d'un marché ouvert et concurrentiel.

La première partie de cet ouvrage retrace l'histoire de ce qui reste une réussite historique spectaculaire : des années glorieuses, où la prospérité s'épanouit dans pratiquement toutes les couches de la société, où la sécurité est effectivement assurée par la dissuasion américaine élargie, où les succès économiques et industriels sont légion. Certes, cette Europe heureuse n'ignorait pas les débats, les batailles d'idées et de modèles, les divergences stratégiques : la France et la Grande-Bretagne ont incarné la plupart du temps deux visions antagoniques de la construction européenne. Mais la croissance était là, et avec elle le soutien massif des citoyens européens.

Ce monde s'effondre avec la disparition de l'URSS en 1991. Une Europe plus grande mais plus incertaine va prendre le relais, sans que les modèles initiaux – la dépendance stratégique et le culte du marché – soient le moins du monde adaptés. La seconde partie de cet essai montre à quel point le nouveau monde dérange l'ordre européen, mais à quel point aussi le conservatisme l'emporte. On élargit le cadre ancien, sans repenser une Europe moderne. On s'invente une politique européenne de défense, on sacralise le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

Trop de crises ont affecté l'Union européenne depuis : la crise économique de 2008, la crise des réfugiés de 2015, la montée des populismes et de l'europhobie, les gesticulations stratégiques de la Russie et de la Turquie, le Brexit, l'élection de Trump et son tropisme anti-européen, la crise pandémique, etc. Si certaines naissaient de causes extérieures à l'Europe, d'autres prenaient leurs racines dans les failles mêmes de l'Union européenne, parfois depuis des décennies. Les divisions entre États membres, l'accroissement des inégalités sociales, l'atonie de la croissance, les raidissements autoritaires de la Pologne et de la Hongrie, l'absence de vision politique, de contrôle minimal sur la folie

des marchés, tout cela affaiblit depuis longtemps l'efficacité et donc la légitimité de l'Union européenne aux yeux des citoyens.

[Nicole Gnesotto](#), Professeure émérite du Cnam, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors, [Conservatoire national des arts et métiers \(CNAM\)](#)

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

► | Europe | Société



Ce texte est issu de « L'Europe : changer ou périr », paru le 6 janvier 2022 aux éditions Tallandier. Tallandier

Or, à quoi sert l'Europe si elle ne les sert pas, ou mal ? C'est cette refondation européenne qui sert de fil d'Ariane à la dernière partie de l'ouvrage : réguler plutôt que l'inverse, contrôler plutôt que laisser faire les marchés, lutter contre les inégalités sociales en complément des États, inventer un devoir de solidarité comme il existe un droit de la concurrence, refuser de subir le monde et vouloir au contraire peser collectivement sur le cours des choses. Covid oblige, la souveraineté est devenue la nouvelle aventure européenne. Et la France y mérite une place à part : parce qu'elle a joué un rôle moteur dans l'histoire de l'Europe politique, parce que l'ambition d'une Europe souveraine et autonome reste au cœur de l'identité française, ses évolutions seront déterminantes pour l'avènement de cette nouvelle Europe.

Réforme, rénovation, refondation, autant de termes galvaudés : chacun y va de son projet de refonte, des leçons tirées de la pandémie, un grand exercice pan-européen de débat citoyen, [« la conférence sur l'avenir de l'Europe »](#) a même été lancé par le couple franco-allemand en 2021. Mais à ce stade, rien ne bouge. Les Européens restent figés dans leurs moules, qu'ils soient atlantique ou libéral. Est-ce donc si impossible de réformer les modèles, certes admirables, mais conçus il y a soixante-dix ans, pour six pays, sur les décombres d'une guerre mondiale, autrement dit dans un monde définitivement révolu ?



[voir le site du LIRSA](#)